Emmanuel Chaco

Unique en son genre en RDC, le centre a Ã©tÃ© crÃ©Ã© en 1987 pour recevoir aussi bien les professionnels du sexe que les autres groupes stigmatisÃ©s dans le pays, comme les homosexuels souffrant du SIDA ou dâ€™Infections sexuellement transmissibles (IST). Selon les statistiques du Centre IST, il reÃ§oit en moyenne 700 professionnels de sexe, hommes et femmes confondus, qui reÃ§oivent gratuitement les soins et les conseils dâ€™experts.

Mais, Â«le centre nâ€™a plus de fonds de fonctionnement, les fournitures en mÃ©dicaments, dont les anti-rÃ©troviraux pour la prise en charge des sidÃ©ens, ont baissÃ©Â», affirme son mÃ©decin-chef, Dr NoÃ© Mabanza. Il ajoute Ã IPS: Â«Les salaires naguÃ¨re modiques sont de plus en plus difficiles Ã payer au personnel qui assiste les malades, notamment par des conseils; le fonctionnement des laboratoires et lâ€™entretien des installations sont devenus trÃ¨s difficiles...Â»

Victor Makwenge Kaput, ministre de la SantÃ© publique, dÃ©clare pour rassurer les patients: Â«Avec lâ€™aide des partenaires, le pays sâ€™est dotÃ© dâ€™un plan dâ€™actions qui pourra contribuer Ã amÃ©liorer la situation de tous les sidÃ©ens et des personnes malades dâ€™IST. Ce plan est Ã©valuÃ© Ã 4,918 milliards de dollars jusquâ€™en 2014, avec 39,4 pour cent affectÃ©s Ã la prÃ©vention, 33,9 pour cent Ã la prise en charge, 7,7 pour cent Ã lâ€™attÃ©nuation de lâ€™impact et 19 pour cent au soutien du programme national de santÃ©Â».

Ce plan couvre plusieurs axes dont Â«la rÃ©duction de la transmission par le renforcement de la prÃ©vention, la rÃ©duction du comportement sexuel Ã risque dans les groupes vulnÃ©rables, lâ€™amÃ©lioration de lâ€™accÃ¨s aux soins et traitement, lâ€™attÃ©nuation de lâ€™impact socioÃ©conomique du VIH et du SIDA, la lutte contre la stigmatisation et la discrimination au sein de la population...Â»

En attendant lâ€™exÃ©cution de ce plan, Mabanza affirme que Â«les personnes reÃ§ues au centre sont prises en charge par des mÃ©decins pour les examens mÃ©dicaux de routine ou pour des examens spÃ©cifiques, elles reÃ§oivent des mÃ©dicaments ainsi que des conseils nÃ©cessaires touchant Ã leur comportement sexuel de la part des experts de la maisonÂ».

Tirant la sonnette dâ€™alarme en particulier sur la situation difficile des personnes vivant avec le SIDA en RDC, le Bureau des affaires humanitaires des Nations Unies indique que Â«les femmes professionnelles du sexe sont le groupe le plus touchÃ© dÃ©passant les 15 pour cent de lâ€™ensemble des malades, suivies des femmes dÃ©placÃ©es de guerre (7,6 pour cent) et des femmes militaires (7,8 pour cent), des camionneurs (3,3 pour cent) et des miniers (2,4 pour cent)Â».

Â«La fermeture du centre jettera des milliers de malades de SIDA et des malades portant des IST sur la rue. Jâ€™ai plusieurs fois Ã©tÃ© soignÃ©e dans ce centre. Jâ€™ai gratuitement fait des examens et reÃ§u des antibiotiquesÂ», affirme Joyce Malambu, professionnelle de sexe Ã Matonge, un quartier trÃ¨s populaire de la capitale de la RDC.

Amie de Malambu et professionnelle de sexe aussi, Fify Bukasa, indique Ã IPS: Â«La derniÃ¨re fois que je suis venue faire le test du SIDA dans ce centre, le technicien de laboratoire mâ€™a avertie quâ€™il nâ€™y avait plus tous les produits nÃ©cessaires.

Câ€™est pourtant le seul endroit qui nous met en confiance, oÃ¹ nous nous sentons Ã lâ€™aise entre nous, loin des regards des curieux, et oÃ¹ nous pouvons librement nous parlerÂ».

Plus ou moins rassurant, le directeur du centre explique que Â«la facturation de certains services pourrait aider le centre Ã rentrer en possession de lâ€™argent nÃ©cessaire, comme câ€™est le cas au Centre IST VictoireÂ» basÃ© aussi Ã Kinshasa, qui est presque du mÃªme genre, avec la diffÃ©rence quâ€™il appartient Ã lâ€™ensemble de la populationÂ».

Â«Le Centre IST Victoire gÃ©nÃ¨re environ 4.000 dollars, qui contribuent Ã son fonctionnement et Ã la motivation du personnel par de petites primesÂ», indique Ã IPS, son mÃ©decin-chef, Dr Franck Ngoma.

Mais, lâ€™idÃ©e dâ€™un payement des services au Centre IST Matonge est formellement rejetÃ©e par Bukasa: Â«Il sera difficile de faire passer cette idÃ©e. Je crois mÃªme que câ€™est impossible puisque cela fait des annÃ©es et des annÃ©es que tout a toujours Ã©tÃ© gratuit ici. Lâ€™Etat doit continuer Ã appuyer les malades de SIDA et dâ€™IST puisque câ€™est son devoir de soutenir les personnes vulnÃ©rablesÂ».